

LA RÉSISTANCE A-T-ELLE, À L'OUEST, ÉTÉ UN PHÉNOMÈNE EUROPÉEN ?

Olivier Wieviorka

RÉSUMÉ : La résistance en Europe a le plus souvent été considérée comme un combat national, tant par les hommes et les femmes qui y ont participé que par les historiens qui ont, par la suite, tenté de l'analyser. Sans contester ce schéma, il convient sans doute de l'enrichir, en admettant que l'intervention des Britanniques, puis des Américains, a contribué à européaniser la résistance. En la pliant à un modèle organisationnel unique tout d'abord ; en imposant des structures de commandement et une stratégie identiques ensuite ; en légitimant les pouvoirs en exil enfin. Ces interventions ont au total amené à une homogénéisation de l'armée des ombres sur le Vieux Continent, sans que les résistances nationales n'aliènent, pour autant, leur identité propre.

MOTS CLÉS : libération, propagande, résistance, services secrets, Seconde Guerre mondiale

Que les résistants aient, pendant la Seconde Guerre mondiale, d'abord et avant tout combattu pour leur pays—ou l'idée qu'ils s'en forgeaient—relève de l'évidence. Les patriotes fusillés criaient, avant que les balles ne les abattent, « Vive la France ! » et non « Vive l'Europe ». Cette vision s'est, par la suite, enracinée dans la mémoire collective grâce aux politiques mémorielles développées par les pouvoirs publics, les partis, ou les associations. L'ensemble de ces forces a en effet tendu à présenter la lutte clandestine comme un processus autochtone et national, sinon nationaliste, une vision qui, dans le même temps, excluait l'aide apportée par les Alliés, Britanniques et Américains au premier chef. « Dans le kaléidoscope des expériences de guerre, seule la résistance avait l'étoffe d'une épopée nationale. Être libéré est une expérience subie qui ne se prête guère à la célébration d'une autonomie retrouvée. La gratitude ne peut fonder une



nouvelle identité nationale. Pour [la France, la Belgique et les Pays-Bas], glorifier la contribution des mouvements de résistance endogènes était la seule façon de bâtir un mythe national » relève l'historien Pieter Lagrou¹. Dans la même veine, la résistance au Danemark a été considérée comme un flot sans cesse grossissant auquel les Britanniques s'étaient contenté de « fournir les moyens ²».

Les historiens ont rarement contrarié cette conception dans la mesure où ils ont, de longues années durant, privilégié le cadre de leur pays pour des raisons évidentes. Les archives, tout d'abord, étaient plus facilement accessibles que les sources britanniques ou américaines, ne serait-ce que pour des raisons de langue et de coût. Mais d'autres préoccupations ont assurément pesé. Les historiens brûlaient en effet de s'engager dans des joutes idéologiques, pour défendre des points de vue opposés. En France, le débat s'est par exemple longtemps focalisé sur l'engagement communiste. Les disciples de Maurice Thorez s'étaient-ils engagés dès 1940, pour voler au secours de la patrie profanée, comme ils l'expliquaient à l'envi, plaçant sur le même pied l'Appel du 18 juin et le prétendu appel du 10 juillet—un texte anti-daté ? Ou bien avaient-ils attendu l'opération Barbarossa pour prendre les armes, thèse que défendaient leurs opposants ? Bref, chaque pays a eu tendance à privilégier ses enjeux nationaux aux dépens d'une vision plus globale de la résistance. Même Claudio Pavone, dans sa superbe étude des années 1943–1945—un classique—n'évoque absolument pas le jeu compliqué mené par Londres et Washington³. Or, les Anglo-Américains jouèrent un rôle décisif dans la résistance italienne. Sur le plan logistique, ils conditionnèrent les formes de son action, en décidant, ou non, de lui envoyer armes et conseillers ; sur le plan politique, ils confortèrent sa légitimité, en poussant, par exemple, le gouvernement Bonomi à négocier avec le *Comitato di Liberazione Nazionale Alta Italia* (CNLAI) qui représentait ses forces vives en Italie du nord, encore placée sous la botte allemande.

Pour comprendre la résistance en Europe occidentale, il convient donc d'élargir les perspectives pour raisonner à l'échelle du continent. Telle est la démarche que j'ai tenté de suivre dans un ouvrage d'abord⁴, dans cet article ensuite, en me focalisant sur six pays—Norvège, Danemark, Pays-Bas, Belgique, France et Italie. Ce choix ne relève pas du hasard. Tous ces pays connurent en effet une occupation qui, bien qu'obéissant à des modalités variées, resta fondamentalement différente de celle qui frappait l'Europe de l'Est. Tous relevaient de la sphère anglo-américaine et allaient être libérés par les troupes britanniques ou yankees, et non par l'Armée rouge. De ce fait, parce qu'ils étaient sûrs de débarquer à l'ouest, les Britanniques et les Américains réfléchirent assez vite à dessiner les contours de la contribution que les forces clandestines pourraient apporter à la libé-

ration de leur patrie captive. À cette aune, ces six pays formèrent un bloc ce qui justifie, me semble-t-il, de les traiter comme tel⁵.

Un combat national?

Insistons : la résistance a été un phénomène national en Europe de l'Ouest, et ce aux deux sens du terme. D'une part, les résistants se battaient pour libérer leur patrie et se débarrasser d'un occupant, qu'il fût Allemand ou Italien. Un occupant est rarement populaire ; mais la violence du joug nazi, l'implacabilité de son antisémitisme, la dureté de sa politique répressive comme la rudesse de son exploitation économique ne pouvaient qu'inciter les peuples opprimés à se débarrasser de ces hôtes assurément indésirables. Soulignons, d'ailleurs, que la collaboration fut toujours honnie. Les groupements collaborationnistes ne firent jamais recette—même si un Philippe Pétain, voire son régime, bénéficièrent jusqu'en 1944 d'un certain soutien.

Mais le combat fut aussi national parce qu'il s'inscrivait, sur le plan temporel comme sur le plan spatial, dans le cadre de l'État nation. Car la résistance fut, au départ tout du moins, un phénomène autochtone. Les individus qui, dès 1940, brûlaient de « faire quelque chose », pour reprendre la formule consacrée, ne répondaient pas à une injonction venue de l'étranger. Lorsqu'ils cachaient des armes abandonnées par des armées en déroute, publiaient des tracts artisanaux, ou s'efforçaient d'aider les soldats britanniques n'ayant pu rembarquer à Dunkerque à rejoindre l'Angleterre, ils agissaient en fonction de leur conscience, et non pour satisfaire à des ordres venus de Londres où les gouvernements—belge, norvégien, néerlandais—, voire des autorités de fait—la France libre—s'étaient réfugiés. Dans son célèbre appel lancé le 18 juin, Charles de Gaulle, au demeurant, n'appelait pas les Français à lutter en métropole. Si le terme de résistance figure bien dans son discours, il se bornait à inviter « les officiers et les soldats français qui se trouv[ai]ent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes », « les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouv[ai]ent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver » à se mettre en rapport avec lui. Il n'était, en d'autres termes, en aucun cas question d'encourager les volontaires à agir en métropole, pas plus sur le plan civil que sur le plan militaire. Ce caractère national se maintint par la suite. Les clandestins nouèrent rarement, pour ne pas dire jamais, de coopération avec des éléments étrangers. Certes, un réseau comme le réseau *Comète*, qui aidait à rapatrier les aviateurs alliés abattus en Grande-Bretagne, associa éléments belges et français. Mais cet exemple relève de l'exception. Les collaborations, quand elles existèrent, furent toujours

limitées et ponctuelles. Notons que dans les Alpes—une frontière bien poreuse pourtant—, résistants français et italiens ne collaborèrent que très occasionnellement, un constat qui caractérise également les partisans belges et néerlandais.

Cette dimension nationale ne doit cependant pas être surestimée. Car si les résistants entendaient contribuer à libérer leur pays du joug nazi, ils se battaient aussi pour des valeurs universelles—liberté et droits de l'homme notamment. Ainsi, les communistes ne luttaient pas seulement, ni même peut-être prioritairement, pour bouter les Allemands hors de France. Ils se considéraient comme les soldats d'une immense armée prolétarienne qui devait soutenir la cause de la Révolution et de la patrie du socialisme, l'Union soviétique. De même, les catholiques, tout en affichant leur patriotisme, défendaient aussi des valeurs chrétiennes qui dépassaient les frontières. Sur le plan militaire, le combat mené dans l'Europe captive devait, tôt ou tard, s'articuler à la grande stratégie alliée puisque la libération du continent dépendrait des opérations militaires que lanceraient les Anglo-Américains. Autant de points qui invitent à ne pas faire du seul patriotisme l'alpha et l'oméga de l'engagement résistant mais à admettre qu'une frange de la résistance porta d'emblée le regard au-dessus des frontières.

Le lien entre résistance intérieure et étranger fut d'emblée évident pour les réseaux. Ces formations clandestines, on le sait, visaient à agir sur le plan militaire, en collectant des renseignements, en sabotant des objectifs qui servaient l'effort de guerre nazi, en exfiltrant des soldats—surtout des aviateurs—qui cherchaient à rejoindre l'Angleterre. La liaison avec l'étranger s'imposa donc d'emblée. D'abord parce que les Anglo-Américains créèrent leurs propres réseaux ; ensuite parce qu'ils fournirent à la résistance les moyens qui lui faisaient si cruellement défaut—armes, argent, transmission... En retour, ils recueillaient les fruits de cette action polymorphe. Bref, le combat mené par les réseaux fut d'emblée transnational, une dimension que percevaient les acteurs. Certains résistants refusèrent, par exemple, de se mettre au service d'une puissance étrangère. D'autres, à l'instar de Georges Loustaunau-Lacau, patron du réseau Navarre, devenu Alliance, optèrent pour un choix radicalement inverse, afin de ne pas dépendre de la France libre. Il préféra donc se rallier à l'Intelligence Service.

En revanche, le lien avec l'extérieur ne s'imposa pas d'emblée aux mouvements de résistance qui agissaient plutôt sur le plan civil. Traumatisés par la défaite, révoltés par la collaboration, ils craignaient que les peuples occupés ne succombent aux attraits vénéneux de la collaboration ou de l'ordre nouveau que proposaient le maréchal Pétain, Vidkun Quisling ou Léon Degrelle. Les mouvements entendaient donc prioritairement agir sur la population, en l'informant, en la convainquant, pour, mais à

terme seulement, la mobiliser contre l'occupant. La liaison avec Londres n'était pas d'emblée nécessaire même si, au fil du temps, elle s'imposa pour des raisons évidentes. Seuls, les Alliés au sens large disposaient des moyens pour aider les mouvements à croître et à se développer. Car si ces organisations, au temps des bricolages héroïques, s'appuyaient sur la seule générosité de leurs membres, leur croissance les obligeait à dépasser ce stade artisanal. Ainsi, en décembre 1942, Combat rémunérait 102 permanents et, si le mouvement d'Henri Frenay se contentait, à la fin de 1941, de 20 000 à 30 000 francs, il absorbait, en 1942, 200 000 francs par mois⁶. De plus, la perspective de la libération obligeait la résistance intérieure à s'ajuster à la grande stratégie alliée si elle voulait que son action soit efficace—une nécessité dont Londres comme Washington se montraient pleinement conscients.

Vues anglo-américaines

Les Anglo-Américains se montrèrent d'autant plus attentifs à l'égard de la résistance qu'ils prenaient la guerre subversive au sérieux, les Britanniques notamment. De fait, ils en avaient subi les ravages pendant la seconde guerre des Boers en Afrique du sud (1899–1902) puis durant la lutte pour l'indépendance menée par les rebelles irlandais (1919–1921). Dans la même veine, la guerre d'Espagne (1936–1939), comme la bataille qui opposait depuis 1937 le Kuomintang et l'Armée populaire de Libération aux troupes nippones, confirmaient l'intérêt que revêtait la guerre irrégulière. À ce titre, il n'est pas anodin de relever que Colin Gubbins, chef du Special Operations Executive (SOE) à partir de 1943, en avait eu une expérience directe. Aide de camp du général Ironside en Russie, il avait pu constater, durant la guerre civile, « la force potentielle du résistant qui était à même de choisir le terrain, la cible, et le moment où frapper⁷ ». Entre 1919 et 1922, le même Gubbins avait servi en Irlande où il avait combattu les "bandits" de Michael Collins⁸. On ne s'étonnera pas, dès lors, qu'il ait, dès 1939, commis un rapport intitulé « Enquête sur les possibilités des activités de guérilla »⁹. Sur un tout autre plan, bien des hommes de gauche communiaient à la Cène révolutionnaire. Ils pensaient que l'oppression conduisait naturellement à la révolte, à l'instar du travailliste Hugh Dalton, placé à la tête du ministère de la Guerre économique¹⁰ :

Nous avons de notre côté non seulement les éléments antinazis en Allemagne et en Autriche, non seulement les Tchèques et les Polonais mais aussi l'ensemble des démocrates et des amoureux de la liberté en Norvège, au Danemark, en Belgique, en France, en Hollande et en Italie. De plus, dans l'ensemble de ces pays, hormis l'Italie, un appel nationaliste peut être couplé aux idéaux de la

démocratie et de la liberté individuelle. Je suis convaincu que les potentialités de cette guerre de l'intérieur (*war from within*) sont vraiment immenses.¹¹

De plus, les succès de la propagande nazie et soviétique suggéraient que la radio disposait d'un énorme pouvoir. En délivrant sur les ondes le message adéquat, les Alliés pouvaient déclencher la tempête et donc gagner la guerre à un prix étonnamment bas.

Les Britanniques d'abord, puis les Américains allouèrent donc des moyens considérables à cette « ungentlemanly war », pour reprendre les termes de Winston Churchill. Si le renseignement, côté britannique, restait dévolu au MI 6 (le Secret Intelligence Service), la propagande fut confiée en août 1941 au Political Warfare Executive (PWE), l'action dépendant, à partir de juillet 1940, du Special Operations Executive (SOE), chargé d'embraser l'Europe (« set Europe ablaze »). Aux États-Unis, le processus fut plus laborieux en raison des réticences des forces armées et des milieux politiques. Le renseignement et l'action finirent toutefois par être gérés par l'Office of Strategic Services (OSS), fondé en juin 1942, tandis que la propagande relevait de l'Office of War Information (OWI).

Processus

Au départ, les Britanniques, seuls à poursuivre la guerre, pensèrent sincèrement que l'Europe de l'Ouest était au bord du Rubicon. Le SOE dépendant du Ministère de la Guerre économique, son ministre Hugh Dalton n'hésita d'ailleurs pas à convoquer le 19 octobre 1940 un « symposium sur la Révolution ». « Parmi les questions dont il voulait discuter figuraient : quel type de Révolution peut-on envisager dans les différents territoires ? Dans quelle mesure pouvons-nous provoquer un type de Révolution plutôt qu'un autre ? Une véritable étude a-t-elle été conduite sur la théorie et la technique de la Révolution¹² ? ». À ses yeux, les masses opprimées constitueraient très logiquement le fer de lance de la révolte. « Nos meilleurs amis dans l'Europe occupée ne sont pas la bourgeoisie, encore moins le grand patronat ou les généraux, mais les masses, et principalement les ouvriers de l'industrie. Par conséquent, notre propagande doit prioritairement s'adresser à eux » concluait-il¹³. Ainsi, bien des leaders britanniques estimaient que les peuples sous la botte étaient prêts à secouer leurs chaînes. À cette aune, le SOE pouvait jouer un rôle décisif, en se contentant d'enflammer ce baril de poudre—le « facteur détonateur », pour reprendre la formule de l'historien David Stafford.

Ce rêve, pourtant, se brisa sur l'écueil du réel. Car les premiers mouvements politiques et sociaux furent durement réprimés par l'occupant

allemand. Tel fut le sort de la grève déclenchée pour protester contre la persécution antisémite à Amsterdam en février 1941. Telle fut l'issue de la grande grève des mineurs lancée dans le Nord-Pas-de-Calais en mai-juin de la même année. Par ailleurs, l'opération *Barbarossa* puis l'agression japonaise contre la flotte américaine amarrée à Pearl Harbor le 7 décembre 1941 modifièrent la donne. La guerre pouvait désormais être menée selon des formes plus canoniques que la subversion puisque le Royaume-Uni recevait désormais le concours de puissants alliés. La guerre de l'ombre perdit en conséquence une part de ses attraits.

Elle ne disparut pas pour autant de l'agenda. Les Anglo-Américains revinrent néanmoins, plus prosaïquement, à une approche moins enfiévrée. À leurs yeux, la résistance devait mener deux missions principales. Aux masses revenait la tâche de saboter l'effort de guerre nazi, en travaillant sans zèle dans les usines et en opposant à l'occupant le silence de la mer. Dans cette optique, la BBC lança plusieurs campagnes (« *Go slow, Go slow* » martelait-elle), tout en évitant d'appeler à l'insurrection. Car les Britanniques craignaient, non sans raison, qu'un soulèvement ne s'achève dans un bain de sang. Par ailleurs, une élite de professionnels devait, avant le débarquement, mener des sabotages en visant des cibles précises (usines, centrales électriques etc.). Après le débarquement, la résistance intérieure s'efforcerait, en fonction de plans préétablis, de paralyser les communications ennemies, en perturbant le réseau ferré, en multipliant les embuscades sur les routes, en frappant le réseau téléphonique... Elle mènerait également une politique de contre-terre brûlée (« *anti-earth-scorched policy* ») en protégeant des destructions ennemies les installations vitales tant pour les Alliés (ports, voies ferrées...) que pour les civils (usines électriques...). En revanche, les stratèges excluaient les guérillas de grande envergure comme les insurrections massives.

Pour appliquer ces schémas, le SOE comme l'OSS suivirent le même *modus operandi*. En règle générale, ils envoyèrent des agents—organiseurs, radios...—chargés d'épauler mouvements et réseaux. Ils fournirent aussi argent, armes et moyens de transmission. La propagande se chargea de maintenir le moral tout en délivrant les consignes aux forces clandestines via des messages codés. Ce processus eut alors une conséquence : l'eupéanisation des résistances intérieures.

Un processus d'eupéanisation

Si une partie des forces clandestines—les mouvements au premier chef—se souciait peu de rechercher le contact avec Londres ou avec Washington, l'inverse n'était pas vrai. Les Alliés se préoccupèrent assez vite d'intégrer les

résistances intérieures à leur stratégie, pour accroître l'efficacité de la guerre subversive et éviter, à la libération, le chaos politique. Du coup, ils assignèrent à l'armée des ombres des cibles précises. Dans la perspective du débarquement en Normandie, ils élaborèrent ainsi une série de plans que les résistants devaient appliquer, à commencer par le plan Vert qui énumérait les coupures ferroviaires à réaliser.

Dans cette optique, la question du commandement revêtait une importance cruciale. Les organisations clandestines le revendiquaient, non sans arguments. Étant sur le terrain, affirmaient-elles, elles étaient mieux placées que les Alliés pour définir ce qui était possible, sinon souhaitable, en termes de sabotages par exemple. À l'inverse, les Anglo-Américains rétorquaient que les cibles visées devaient respecter un plan d'ensemble, non sans raisons. Après le débarquement, les partisans eurent tendance à faire sauter les ponts, à la consternation des états-majors qui, hantés par la perspective de la reconstruction, auraient, et de loin, préféré, qu'ils fussent préservés.

Quoi qu'il en soit, Londres et Washington parvinrent à imposer leurs vues, d'abord en obligeant l'ensemble des résistances européennes à décentraliser leurs chaînes de commandement malgré leurs réticences. Les pouvoirs en exil comme les chefs clandestins privilégiaient en effet une organisation centralisée qui facilitait leur contrôle. Ils perdirent cette bataille. La Norvège fut ainsi divisée en vingt-deux régions, la Belgique en cinq, le Danemark en six etc. En règle générale, chaque région était directement reliée par radio à Londres, grâce à des postes-émetteurs et à des agents de liaison. Du coup, les généraux alliés pouvaient directement adresser leurs ordres aux provinces, sans quémander l'approbation d'un pouvoir centralisé. Même la France dut se plier à cet oukase. Car si de Gaulle tenait, grâce à Jean Moulin, les rênes de la résistance intérieure, la chute de son délégué, le 21 juin 1943, l'obligea à céder, sous l'œil goguenard des Britanniques qui n'avaient cessé d'alerter contre les dangers que présentait cette centralisation si jacobine¹⁴. La France fut alors divisée en onze régions—mais de Gaulle parvint à sauver les meubles. De fait, l'interface fut assurée par le truchement de Délégués militaires régionaux (DMR), dépêchés en métropole à partir de septembre 1943, qui dépendaient avant tout de la France libre¹⁵.

Dans la même veine, l'armée régulière parvint à coiffer les formations clandestines. Dès l'automne 1943, le commandement des forces irrégulières passa, en Italie, de Londres au commandant de théâtre, la branche G3 du 15^{ème} Groupes d'Armées que dirigeait le général Cecil Sugden en l'occurrence¹⁶. En novembre de la même année, les frontières furent modifiées. La résistance italienne dépendit, au nord, du 15^{ème} Groupe d'armées mais échut, au sud à l'Allied Force Headquarters (AFHQ)¹⁷. Le même

schéma fut retenu pour le théâtre de l'Europe du Nord-Ouest : l'armée des ombres relevait du Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force (SHAEF) du général Eisenhower. Le vainqueur de Bir Hakeim, le général Koenig, fut alors intégré à cet organigramme, tandis que pour ménager les susceptibilités, les princes héritiers de Norvège et des Pays-Bas recevaient le commandement théorique des forces clandestines—une décision actée le 31 août 1944 pour le prince Bernhard par exemple¹⁸.

Mais les Anglo-Américains furent d'autant plus capables d'imposer leurs vues qu'ils contrôlaient largement les moyens de la résistance. De ce point de vue, la BBC constitua assurément un puissant vecteur. Le 14 janvier 1941, son speaker francophone belge, Victor de Laveleye, appela ses concitoyens à tracer des « V » sur les murs de leur ville. Cette campagne connut un succès inouï, à telle enseigne que les signes V, comme Victoire, se multiplièrent dans l'Europe entière, en Italie comme en France, au Danemark comme en Norvège. Ainsi, les ondes britanniques s'étaient révélées capables de mobiliser des milliers d'individus, à l'échelle du continent tout entier. De même, les Alliés décidèrent de mettre l'accent sur le sabotage plutôt que sur la guérilla. En 1943, ils imposèrent par exemple que pour cinq containers parachutés dans les zones de Lille, Amiens, Rennes et Bordeaux, deux containers contiendraient des mines Mark 5 AT, jusqu'à ce que chaque ville reçoive *a minima* 50 mines¹⁹. La résistance s'inclina, car elle n'avait pas le choix. À l'inverse, les Britanniques refusèrent de soutenir, par des parachutages massifs, le maquis des Glières à l'hiver 1943–1944, jugeant que cette concentration d'hommes était prématurée alors qu'aucun débarquement n'était alors programmé. Le maquis dut se disperser.

Les Alliés, globalement, refusèrent d'armer les résistants avant le Jour J ce qui correspondait à leurs orientations stratégiques : ne pas déclencher prématurément de guérillas. Si 71 240 containers furent parachutés sur la France entre 1941 et 1944, 6,5 pour cent seulement furent lancés avant janvier 1944²⁰. De même, les Pays-Bas ne reçurent en 1942–1943, que 10 pour cent du volume livré sur l'ensemble de la guerre²¹. Londres, pas plus que Washington, ne tenait à voir l'Europe de l'Ouest s'embraser avant que leurs troupes ne prennent pied sur le Continent. Leur parcimonie garantissait qu'ils seraient entendus.

La résistance a donc été un phénomène européen, dans la mesure où les Anglo-Américains ont été capables d'imposer leurs schémas d'organisation ainsi que leur stratégie. Mais leur rôle, en termes politiques, fut tout aussi éminent.

Légitimité

De ce point de vue, la question de la légitimité revêtait une importance décisive. Dans une large mesure, les résistances n'avaient en aucun cas besoin d'être adoubees pour croiser le fer. Mais il était parfois difficile, pour s'engager, de transgresser la légalité. Tel n'était certes pas le cas en Norvège ou aux Pays-Bas. En 1940, leurs chefs d'État ainsi que leurs gouvernements avaient traversé la Manche pour soutenir la Grande-Bretagne dans sa lutte contre le Moloch nazi. Dans cette optique, les résistants, par leur action subversive, ne trahissaient ni la lettre, ni l'esprit des pouvoirs réguliers ce qui facilita assurément l'engagement. Dans d'autres pays, en revanche, la situation se présentait sous un jour plus complexe. En Belgique, le roi Léopold III avait préféré demeurer dans sa patrie, tandis que son premier ministre, Hubert Pierlot, avait traversé le Channel. La France se déchira entre Pétain et de Gaulle. Au Danemark, le roi et les partis préférèrent transiger avec l'occupant plutôt que de rompre avec lui. En Italie enfin, combattre Mussolini pouvait apparaître comme une trahison puisque la lutte contribuait à la défaite de son propre pays. Bref, la situation politique pouvait parfois provoquer de douloureux conflits de loyauté.

Les Alliés aidèrent parfois à trancher ce nœud gordien, en légitimant les pouvoirs réguliers ou les autorités de fait. Cette démarche, soulignons-le, n'était en rien évidente. Un État se montre toujours hésitant à reconnaître un pouvoir irrégulier qui ouvre la porte sur l'inconnu. De plus, les États-Unis avaient promis aux républiques latino-américaines qu'ils éviteraient de légitimer tout transfert de souveraineté, une promesse qui limitait leurs marges de manœuvre²². Si Pierlot fut d'emblée soutenu, Londres comme Washington se montrèrent plus prudents à l'égard de la France, du Danemark et de l'Italie. Ils ne soutinrent qu'avec réticence Charles de Gaulle, s'abstinrent d'offrir une pleine reconnaissance au Conseil des libres Danois que présidait le conservateur Christmas Møller et défendirent, jusqu'aux limites du raisonnable, le tandem Badoglio Victor-Emmanuel III, pourtant largement compromis par son long compagnonnage avec le régime fasciste.

Cette stratégie se révélait cependant dangereuse dans la mesure où un double pouvoir risquait d'émerger à la libération. La résistance intérieure pouvait, au départ des occupants, se dresser contre les pouvoirs émigrés et menacer l'ordre et la loi, sinon déclencher une guerre civile. De ce point de vue, la Première Guerre mondiale et les troubles qu'elle avait engendrés en Russie, en Hongrie comme en Allemagne résonnaient comme un fâcheux précédent. Il fallait donc à tout prix réduire la fracture opposant la résistance intérieure aux pouvoirs réguliers, qu'ils fussent ou non en exil.

Pour ce faire, les Anglo-Américains utilisèrent deux méthodes. Parfois, ils cédèrent. Devant le tollé provoqué, en novembre 1942, par le honteux Darlan Deal, puis le non moins honteux soutien accordé à Giraud, Roosevelt et Churchill battirent en retraite et finirent par reconnaître—de mauvaise grâce il est vrai—Charles de Gaulle. Rappelons que la reconnaissance *de jure* du Gouvernement provisoire de la République française n'intervint que le 23 octobre 1944... De même, la mobilisation de la résistance et des partis antifascistes en Italie obligea Londres à abandonner le roi et son premier ministre. Victor-Emmanuel confia la régence à son fils Umberto ; et Pietro Badoglio céda la place, en juin 1944, au socialiste Ivanoe Bonomi. Mais ils se montrèrent parfois plus entreprenants.

Au Danemark, les autorités avaient préféré négocier avec Berlin plutôt que de subir le sort de la Norvège. Moyennant une neutralité politique et un alignement diplomatique sur le Reich, elles avaient obtenu le droit de gouverner le pays ce qui révolta la résistance intérieure. Pour rompre cet engrenage, elle décida de passer à l'action. Si douze sabotages avaient été commis en 1940 et cinquante-neuf en 1942, leur nombre augmenta soudainement—816 en 1943 dont 213 pour le seul mois d'août. À l'unisson, 390 000 Danois décidèrent, ce même mois, de se mettre en grève²³. La résistance avait sciemment engendré une stratégie de la tension. Car les Allemands ordonnèrent aussitôt aux Danois d'arrêter et de châtier les saboteurs, ce que le Premier ministre, Erik Scavenius, refusa : il n'entendait pas, en devenant l'auxiliaire de la Gestapo, creuser un fossé de sang entre la population et son gouvernement.

Mais le divorce entre la résistance et les « vieux partis », comme elle les baptisait non sans cruauté, s'accrut. La première accusait les seconds d'avoir, en encourageant le *statu quo*, aidé les Allemands et découragé les Danois de rejoindre l'armée des membres. Créé le 16 septembre 1943, le Conseil de la Liberté, qui regroupait les forces clandestines, prétendit alors diriger la lutte et, à la libération, accéder au pouvoir. Ces vues étaient inacceptables aux yeux des politiciens qui considéraient le Conseil comme « un corps étranger, qui avait fait irruption sur la scène politique sans mandat²⁴ ». Elles étaient tout aussi inacceptables aux yeux des Alliés qui revendiquaient le commandement de la résistance. En 1944, des négociations s'ouvrirent à Stockholm avec les Britanniques et débouchèrent sur un compromis. Le Conseil de la Liberté dirigerait les forces clandestines jusqu'au débarquement, mais passerait le flambeau, après le débarquement, au SOE. De même, les partis acceptèrent de partager le pouvoir en mai 1945. Le nouveau cabinet associerait sur un pied d'égalité partis et résistants.

Les Anglo-Américains avaient, dans une large mesure, contrôlé le processus. Ils avaient favorisé le compromis, mais surtout évité d'accorder au Conseil une pleine reconnaissance :

Si nous donnions au Conseil la sorte de reconnaissance qu'il demande, nous pourrions nous aliéner les leaders des partis politiques (peut-être le Roi), les syndicats et les divers cercles non officiels qui n'ont pas, jusqu'à présent, été étroitement associés avec la résistance active. Nous pourrions affirmer qu'à ce stade, nous perdriions peu en nous les aliénant, mais le risque de provoquer la désunion est grave, et nous ne voulons pas le courir à moins que nous soyons assurés que des avantages conséquents pourraient en résulter

observait le *Foreign office* au printemps 1944²⁵. La stratégie de la prudence avait triomphé. Car, la victoire se profilant, Londres craignait plus les idéalistes rêveurs que les politiciens éprouvés. Elle s'employa à ramener les ambitions de la résistance intérieure « à un niveau plus réaliste—un niveau qui ne menaçait pas l'ordre politique établi mais qui offrait la promesse d'un renouvellement politique » susceptible de servir les intérêts d'Albion tout en arrimant solidement le Danemark à l'ouest²⁶.

De même, les Anglo-Américains se dépensèrent pour réduire la fracture entre les résistants qui intervenaient en Italie du nord, représentés par le CNLAI, et le gouvernement d'Ivanoe Bonomi. Le Comité réclamait d'être reconnu par Rome, mais le pouvoir renâclait, craignant de renforcer la position des partisans et redoutant un putsch communiste. Les Alliés ne reculèrent pas. Par les Protocoles de Rome, conclus le 7 décembre 1944, ils obtinrent que les résistants suivent leurs directives et reconnaissent le gouvernement régulier ; ces derniers, en retour, obtenaient 160 millions de liras par mois²⁷, ainsi que l'adoubement du gouvernement qui les reconnaissait comme son représentant légal en Italie septentrionale²⁸. Un accord identique fut scellé entre les deux parties italiennes le 26 décembre²⁹.

Dans la même veine, les Anglo-Américains se démenèrent pour limiter l'influence communiste. Non qu'ils aient redouté un nouvel Octobre. De fait, ils constataient sur le terrain que la lutte contre les Allemands se situait au faite des priorités—quelles que fussent les calculs des partis communistes. Cette estimation valait pour les Pays-Bas³⁰ comme pour la Norvège, où les forces politiques, hantées par la volonté de chasser les Allemands, n'avaient « pas l'intention de gaspiller leur énergie dans une épreuve de force politique qui, ils le sav[ai]ent bien, ne servirait qu'à faire échouer les buts qu'ils peuvent atteindre par l'unité³¹ ». De même, les communistes étaient soit trop forts, soit trop faibles pour risquer l'aventure. Au Danemark, observait le SOE, ils avaient désormais « une telle chance de remporter les élections d'après-guerre qu'il serait stupide de la gâcher en tentant un coup³² ». Et de conclure : « nous ne considérons pas que le parti communiste dans sa configuration présente constitue un danger pour le Danemark démocratique de l'après-guerre³³ ». En Norvège, au contraire, les résistants rouges se montraient « extrêmement énergiques

pour organiser des unités, publier des journaux clandestins, promouvoir le sabotage etc. ». Mais la publicité que leur valaient leurs hauts-faits était « hors de proportion avec leur force réelle³⁴ ». Dans les deux cas, il n'y avait pas péril en la demeure ce qui n'excluait pas la prudence. En Italie, les Alliés menacèrent d'interrompre les livraisons de matériel si les dirigeants de la résistance ne s'assuraient pas que les armes et l'argent ne serviraient pas à des motifs révolutionnaires³⁵.

Car Londres, comme Washington, entendait, la libération venue, maintenir « la loi et l'ordre », ce qui imposait d'éviter tout conflit entre les autorités régulières et les forces issues de la nuit clandestine. Dans cette optique, ils encouragèrent les compromis, tout en favorisant, par tropisme conservateur, les premières sur les secondes, quitte, les cas français et italien le confirment, à lâcher du lest lorsque le rapport de forces les contraignait à céder. Cette stratégie fut couronnée de succès. La dévolution du pouvoir s'accomplit, à la libération, sans heurts et les pays échappèrent à une guerre civile qui, en revanche, frappa cruellement la Grèce. Rancçon de ce succès : cette politique greva les chances des forces nouvelles. Les partis issus de la résistance disparurent rapidement, qu'il s'agisse, en Italie, du *Partito d'Azione* ou, en France, du Mouvement de Libération nationale. Certes, d'autres raisons jouèrent ; mais l'absence de soutien de la part des Alliés n'aida pas à recomposer les champs politiques de l'Europe de l'ouest. Fidèles à la maxime de Goethe, les Alliés avaient préféré l'injustice au désordre.

Idéaux

La résistance en Europe occidentale peut également être considérée comme un phénomène européen sur le plan des idéaux. Car bien que chaque pays ait cherché à préserver ses intérêts nationaux, la guerre n'en favorisa pas moins l'émergence d'une conscience européenne. Cette vision n'était pas toujours partagée par les responsables britanniques. En mai 1941, Douglas Ritchie, de la BBC, exigeait « le droit de la Grande-Bretagne à s'exprimer ». À ses yeux, la *Beeb* devait aider le gouvernement britannique « à imposer sa volonté sur tous les pays et à gagner la paix, c'est-à-dire à créer une civilisation ordonnée qui soit en accord avec les idées britanniques, les valeurs britanniques, les besoins britanniques³⁶ ». Son collègue, Noel Newsome, refusait cette vue. En novembre 1942, il rappela qu'il dirigeait un

service européen, le seul à exister [...]. Ce qui veut dire que le service entreprend de parler avec une voix européenne à un public européen au sujet d'idées européennes [...]. Cette voix est dans le même temps à prédominance britannique mais elle n'est pas moins européenne pour autant. Le Service

[européen de la BBC] croit dans l'Europe comme une entité politique et culturelle qui ne soit pas exclusive mais complémentaire d'une organisation mondiale plus ample, comme il croit en la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne etc. comme des entités politiques et culturelles, non exclusives mais complémentaires, d'une plus ample organisation européenne.³⁷

En aidant les peuples à résister, une partie des chefs britanniques entendaient bien les aider à préserver une certaine idée de l'humanité plutôt qu'à défendre les intérêts nationaux.

La guerre et la résistance ont également aidé à faire passer certains pays européens d'une neutralité aveugle à un engagement européen. Avant le grand embrasement, la Belgique, le Danemark, la Norvège ainsi que les Pays-Bas défendaient une approche neutraliste traditionnelle qui se mâtinait d'une dose d'opportunisme puisqu'ils espéraient, en agitant le drapeau blanc, détourner égoïstement la foudre hitlérienne sur leurs voisins. La faillite de cette stratégie peureuse les amena à changer leur fusil d'épaule. Dès 1941, le ministre des Affaires étrangères norvégien, Trygvie Lie, réclama que les Britanniques et les Américains installent des bases en Norvège³⁸. De même, les Belges convinrent que, désormais, « la Belgique devait collaborer avec ses voisins sous le leadership de la Grande-Bretagne³⁹ ». La guerre, par ailleurs, cimentait les convictions européennes de plusieurs leaders, à commencer par Paul-Henri Spaak, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Pierlot, qui, au lendemain de la grande épreuve, embrassa avec fougue la cause de l'Europe. Bref, la construction européenne comme l'OTAN sont, dans une certaine mesure, les fruits de la Seconde Guerre mondiale et de la résistance—même si la guerre froide a, de toute évidence, pesé.

Ce rapide aperçu confirme que la résistance en Europe occidentale doit bel et bien être considérée comme un phénomène européen, dans la mesure où les Anglo-Américains contribuèrent à la modeler sur un schéma uniforme. De fait, ils imposèrent une stratégie et un type d'organisation communs tout en favorisant les compromis politiques nécessaires. Ce constat ne signifie pas pour autant que les caractéristiques nationales se soient soudainement évanouies. Chaque résistance conserva, de bout en bout, ses spécificités et son originalité. Et si les hommes de l'ombre partagèrent parfois une forme de conscience européenne, ils défendaient aussi, et sans doute d'abord, leur patrie. Il n'en reste pas moins vrai que les historiens doivent désormais prendre en compte cette dimension transnationale. Trop souvent occulté, le facteur transnational doit être intégré à l'analyse, sans écraser pour autant le facteur national. Car la résistance fut un phénomène national autant qu'euro-péen. Le dualisme, en somme, plutôt que l'exclusive.

OLIVIER WIEVIORKA est professeur à l'École normale supérieure de Cachan. Il a notamment publié une *Histoire de la résistance* (2013), traduite par the Belknap Press of Harvard University Press (2016), et a également récemment sorti une *Histoire de la résistance en Europe occidentale* (2017) qui sera traduite aux Columbia University Press en 2019. Email : olivier.wieviorka@orange.fr

Notes

1. Pieter Lagrou, *Mémoires patriotiques et Occupation nazie* (Bruxelles : Complexe, 2003), 34.
2. Knud J.V. Jespersen, *No Small Achievement : Special Operations Executive and the Danish Resistance. 1940–1945* (Odense : University Press of Southern Denmark, 2002), 15.
3. Claudio Pavone, *Une guerre civile. Essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne* (Paris : Le Seuil, 2005 [1991]).
4. Olivier Wieviorka, *Histoire de la résistance en Europe occidentale* (Paris : Perrin, 2017).
5. Voir Ibid.
6. Olivier Wieviorka, *Histoire de la résistance. 1940–1945* (Paris : Perrin, 2013), 175.
7. Peter Wilkinson et Joan Astley Bright, *Gubbins and SOE* (Londres : Barnsley, Pen and Sword, 2010 [1993]), 26.
8. M.R.D. Foot, *An Outline History of the Special Operations Executive : 1940–1946* (London : The Boldey Head, 2014 [1984]), 7.
9. Wilkinson et Astley Bright, *Gubbins and SOE*, 36.
10. Ibid., 16.
11. David Stafford, *Britain and European Resistance, 1940–1945 : A Survey of the Special Operations Executive* (Londres et Basingstoke : Macmillan Press, 1980), 17.
12. Symposium sur la révolution en Europe, 19 octobre 1940, The National Archives (désormais TNA) HS8/268.
13. Hugh Dalton, "Propaganda policy", 6 décembre 1941, TNA FO 898/12.
14. Sébastien Albertelli, *Les Services secrets du général de Gaulle. Le BCRA 1940–1944* (Paris : Perrin, 2009), 340.
15. Philippe André, *La Résistance confisquée? Les délégués militaires du général de Gaulle de Londres à la Libération* (Paris : Perrin, 2013).
16. Bradley F. Smith, *The Shadow Warriors : OSS and the Origins of CIA* (Londres : Andre Deutsche, 1983), 231.
17. Ibid., 233.
18. W. Bedell-Smith au Prince Bernhard, 31 août 1944, cite in SOE, « general report », TNA HS 7/275.
19. War Diary, « Special operation Branch, London, March 1945 », National Archives and Records Administration, College Park, Maryland (désormais NARA), RG 226 OSS MC 1623 Roll 6.
20. Evaluation of SOE activities in France, TNA HS 7/135.
21. Evaluation of SOE operations in Holland, TNA HS 8/419.

22. Llewellyn Woodward, *British Policy in the Second World War*, vol. 1 (Londres : Her Majesty Stationery Office, 1970), 82.
23. Nathaniel Hong, *Sparks of Resistance : The Illegal Press in German-Occupied Denmark, April 1940–August 1943* (Odense : Odense University Press, 1996), 49.
24. Jørgen Hæstrup, *Secret Alliance : A Study of the Danish Resistance Movement. 1940–1945* (Odense : Odense University Press, 1976), vol. 3, 26.
25. Clarke, « Comments », s.d. (avril ou mai 1944), TNA FO 371/43 095.
26. Jespersen, *No Small Achievement*, 375.
27. « Memorandum of Agreement between the Supreme Allied Commander Mediterranean Theater of Operations and the CNLAI (7th December 1944) », TNA WO 204/9810.
28. Harry L. Coles and Albert K. Weinberg, *Civil Affairs: Soldiers Become Governors* (Washington : Office of the Chief Military History, 1964), 541.
29. Colonel J.H. Lascelles, note, 27 décembre 1944, TNA WO 204/9810.
30. Joint-Intelligence sub-committee, « French Resistance », 19 avril 1944, NARA RG 331/Entrée 2/ Boîte109.
31. Lieutenant L. Fossil au Major W. Maddox, 19 janvier 1944, NARA RG226/Entrée190/Boîte 303.
32. De D/S à A/CD, « Communists in Denmark », 27 avril 1944, TNA HS 2/41.
33. De L/IS à A/CD, « Communist Activities in Denmark », 30 octobre 1943, TNA HS2/42.
34. Lieutenant L. Fossil au Major W. Maddox, 19 janvier 1944, NARA RG226/Entrée190/Boîte 303.
35. David W. Ellwood, *Italy : 1943–1945* (Leicester : Leicester University Press, 1985 [1977]), 177.
36. D.E. Ritchie, « Britain's Right to Speak », 10 mai 1942, TNA FO 898/41.
37. NF Newsome, « The European Service : Principles and Purposes. Problems and Policy Points », novembre 1942, TNA FO 898/41.
38. Orme Sargent, Note, 8 avril 1941, TNA FO 371/29421.
39. Pascale Deloge, « Belgian Military Plans for the Post-War Period » in *Europe in Exile : European Exile in Britain. 1940–1945*, ed. Martin Conway et José Goto-vitch (New York: Berghahn books, 2001), 106.

ABSTRACT: Historians generally consider resistance in Europe as a national phenomenon. This vision is certainly accurate, but forgets one important datum: the Allies have played a decisive part in European resistance, by recognizing (or not) governments in exile, by authorizing (or not) the free access to the BBC, and by using their secret services (mainly the Special Operations Executive, SOE, and the Office of Strategic Services, OSS). This article tries to show how this action has shaped resistance in Western Europe, and given to the Anglo-Americans a leading part in clandestine action—even if national powers, in one way or another, have resisted this hegemony.

KEYWORDS: Liberation, propaganda, resistance, secret services, World War II